

IAA  
15 avenue de Cucillé  
CS 90 000  
35919 Rennes

Rennes, le 27/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CLERMONT**

25 AVENUE DE LA FORET  
BP 54111  
35341 Liffré

Références : DDPP 2025 02984  
Code AIOT : 0053501489

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2025 dans l'établissement CLERMONT implanté 25 AVENUE DE LA FORET BP 54111 35341 Liffré. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été diligentée suite au dépassement en legionella pneumophila de juillet 2025 sur la TAR 1.

Les suites de la précédente visite de 2022 sont également traitées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CLERMONT

- 25 AVENUE DE LA FORET BP 54111 35341 Liffré
- Code AIOT : 0053501489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CLERMONT, filiale du groupe Jean Floc'h, est spécialisée dans la fabrication de charcuteries, salaisonneries (produits élaborés, grillades, produits frais, préparations charcutières, produits de salaisons à base de porcs).

CLERMONT est autorisé par arrêté préfectoral pour son activité de transformation de produits d'origine animale et pour ses installations fonctionnant à l'ammoniac.

L'établissement dispose d'installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air avec trois tours aéro-réfrigérantes installées sur le site, qui font l'objet du thème principal de contrôle.

#### Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 1.1	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Conditions générales	Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 2.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
3	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 4.8.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
4	Gestion des risques incendie	Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 8.2.3	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	2 mois
6	Etude de dangers NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13-14	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013,	Susceptible de suites	Demande de justificatif à	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	l'installation	du 14/12/2013, article 3.7.V		justificatif à l'exploitant	
8	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 2	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Analyse méthodique des risques	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-1.a)	/	Demande d'action corrective	2 mois
16	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 15/12/2013, article Annexe I 3.7-I-2.b)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 15/12/2013, article Annexe I 3.7-I-2.b)	/	Demande d'action corrective	3 mois
21	Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-3.d)	/	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
24	Résultats entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-II-2)	/	Demande d'action corrective	3 mois
25	Présence de flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-II-3)	/	Demande d'action corrective	3 mois
30	Rejets des	Arrêté Préfectoral	/	Mise en demeure,	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	eaux résiduaires industrielles	du 30/01/2006, article 4.3		respect de prescription	
31	Qualité des rejets des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 4.6	/	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Vérification conformité NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Sans objet
9	Formation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I3.1	Sans objet
13	Procédures	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-1.c)	Sans objet
14	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-2.a)	Sans objet
15	Traitement préventif	Arrêté Ministériel du 15/12/2013, article Annexe I 3.7-I-2.b)	Sans objet
18	Auto-surveillance	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-3.a)	Sans objet
19	Laboratoire	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-3.c)	Sans objet
20	Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-3.d)	Sans objet
22	Résultats de l'analyse des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-3.e)	Sans objet
23	Résultats $\geq 100\ 000$ UFC/L	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-II-1)	Sans objet
26	Obligation de port d'EPI	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
27	Fourniture FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 31	Sans objet
28	Emplacement et marquage du point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b	Sans objet
29	Entretien des appareils et réserves en produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.b	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En lien avec le thème principal de la visite, il convient de retenir la nécessité pour l'exploitant de formaliser les modalités de transmission rapide des résultats des analyses légionelles du laboratoire. Concernant les suites de la précédente visite :

- il est noté que l'étude de dangers n'a toujours pas été mise à jour depuis les dernières modifications de 2018 sur les salles des machines.
- les ressources en eau contre un éventuel incendie ne semblent pas présentes en quantité suffisantes depuis la fermeture du site voisin en 2028. Il en est de même pour les capacités de rétention des eaux potentiellement polluées qui sont à justifier.

Concernant la qualité des rejets des eaux résiduaires industrielles, elle n'est pas satisfaisante depuis de nombreuses années.

Ces points font l'objet d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Description des installations classées
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Voir tableau nomenclature dans l'arrêté préfectoral. [...] Le tonnage annuel de produit entrant sera de 7650 tonnes maximum par an avec une moyenne de produit entrant de 30 tonnes/jour environ et un maximum de 37 tonnes/jour pour 5 jours travaillés par semaine.
<b>Constats :</b>

L'exploitant explique que les niveaux de production sont stables depuis quelques années (activité entre 11500 et 12000 t/an en moyenne). Il ne note pas de baisse globale identifiée mais une consommation différente des produits carnés de la part des clients.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de faire un état des lieux et de transmettre à l'inspection des installations classées: - les niveaux de production annuels (des 3 dernières années) et journaliers (produits entrants et produits sortants / jours de pointe) ; - se positionner par rapport à la rubrique 3642 "Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux", si, le cas échéant, la capacité de production serait supérieure à 75 Tonnes de produits finis par jour en pointe; - se positionner par rapport à la rubrique n°1185 en fonction de la nature et de la quantité de fluides frigorigènes fluorés utilisés dans les installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

## N° 2 : Conditions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Intégration dans le paysage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>  Placé sous le contrôle de l'exploitant il tient à jour un schéma d'aménagement visant à s'assurer de l'intégration esthétique de l'établissement. L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Il est apporté un soin particulier aux abords de l'établissement relevant de l'exploitant et notamment autour des émissaires de rejets (plantations, engazonnement, etc). [...]
<b>Constats :</b>  Des déchets d'emballages ont été visualisés le long du bâtiment de production. Ces stockages inadaptés ne facilitent pas les opérations d'entretien des abords et présentent un potentiel de dangers en cas d'incendie. Du produit de traitement DEPOSITROL BL6503 a été visualisé au niveau du point de prélèvement d'une des TAR. Ce produit n'apparaît pas dans la stratégie de traitement de l'exploitant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Les produits et matières qui ne sont plus utilisées sont à évacuer rapidement dans les filières de gestion de déchets adaptées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Prévention de la pollution des eaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 4.8.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles – stockages
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants : 50 % de la capacité totale des fûts ;</li> <li>- dans les autres cas : 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 800 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, il a été constaté de nombreux produits sans rétention ou sur une rétention insuffisante. L'exploitant a expliqué qu'il avait été livré dans la journée. Il a ajouté que les rétentions plus volumineuses ne sont pas ergonomiques pour les salariés. Les produits concernés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une rétention insuffisante sous le bidon de produit de lavage des camions dans le local où se situe l'appareil de lavage.</li> <li>- une rétention insuffisante sous les produits de traitement des TAR situés dans le local chaufferie.</li> <li>- une palette de 12 bidons de 25 L de produit de nettoyage (BACTAM) dangereux pour l'environnement sans rétention.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'ensemble des stockages de liquides susceptibles de créer une pollution devront être placés sur une rétention adaptée.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 4 : Gestion des risques incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 8.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prévoit des ressources en eau permettant l'alimentation des engins de lutte contre l'incendie de sorte que les services d'incendie disposent sur le site d'un potentiel hydraulique de 60 m3/h pendant 2 heures par fraction de 1000 m<sup>2</sup> de surface de bâtiment non recoupé par des murs coupe-feu.</p> <p>Cette mesure pourra être réalisée :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- soit à partir du réseau d'eau, par l'implantation de poteaux d'incendie de 100 mm alimentés chacun par une conduite de diamètre au moins égale à 100 mm permettant un débit simultané de 60 m3/heure et situés au plus à 200m de l'établissement ;</li> <li>- soit à partir de réserves d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> chacune située à moins de 200 mètres de l'établissement, accessible en permanence. [...]</li> </ul> <p>Pour l'application de cette mesure le pétitionnaire devra se rapprocher du service prévision de la direction départementale du service d'incendie et de secours.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Constats précédents du 14/06/2022 :</b></p> <p>Dans un dossier de porter-à-connaissance déposé en 2016 par l'exploitant relatif l'extension du site de production, les besoins en eau d'incendie avaient été actualisés (sprinklage des locaux), avec des volumes d'eau nécessaires estimés à 420 m3/h (soit 840 m3 pour deux heures).</p> <p>Il était mentionné dans le dossier que les besoins en eau seraient mis à disposition des services de secours depuis les sources suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une borne incendie présente sur le domaine publique;</li> <li>- deux bornes incendies sur le site de CLERMONT qui devaient être déplacées dans le cadre du projet;</li> <li>- une réserve incendie aménagée avec 4 points de pompage de 120 m3/h présente sur le site voisin de la société SVA, avec une convention autorisant l'utilisation de cette réserve en cas d'incendie sur le site.</li> </ul> <p>Or, l'abattoir SVA a cessé son activité en 2018. Dans le cadre de la procédure de cessation, la réserve incendie a été comblée et n'est donc plus opérationnelle.</p>

Les disponibilités en eau ne correspondent donc plus au besoin nécessaire.

Constats du 30/09/2025 :

L'exploitant précise disposer des ressources en eau suivantes :

- un réservoir de 550 m<sup>3</sup> (source B) qui permet d'alimenter le sprinklage de l'ensemble des bâtiments (l'intégralité des bâtiments sont sprinklés sauf les salles des machines ammoniac. Ce sprinklage est également alimenté par une sources A de 50 m<sup>3</sup> ; les justificatifs de visite de maintenance du 12/05/2025 ont été fournis ;
- un poteau extérieur incendie (le justificatif de son débit est à fournir) ;
- un poteau intérieur incendie dont le débit de 60 m<sup>3</sup>/h ne serait pas respecté. Ils se sont tournés vers la collectivité.

L'exploitant précise qu'il souhaiterait racheter le site voisin pour notamment y faire un bassin de confinement des eaux d'incendie et une réserve incendie. L'exploitant explique qu'il souhaite également mettre à jour le calcul des besoins en eau.

Actuellement, en guise de rétention, ils ferment la vanne et c'est la cour qui sert de rétention. Ce volume disponible est à faire calculer par un géomètre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier de ses ressources en eau et des capacités de confinement correspondantes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 5 : Vérification conformité NH3

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, NH3

**Prescription contrôlée :**

Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

Le document de Vérification de conformité suivant l'article 9 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 établi par Johnson Control le 07/06/2024 a été fourni le 25/09/2025. Ce document met en évidence 26 non-conformités à l'AM du 16/07/1997.

<p>L'exploitant précise qu'au regard de la quantité d'ammoniac présente sur le site, ils sont en dessous des 1550 t donc ils disposent d'une autorisation mais exploitent sous le seuil de l'autorisation.</p> <p>En réponse à ces non-conformités, l'exploitant explique que de nombreuses choses ont été faites. Il y a un plan d'action associé à des fiches GMAO.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier des actions menées suite au contrôle du 13/02/2025 pour résorber les non-conformités constatées par le bureau de contrôle. Le détail des différents points sera vu lors d'une inspection ultérieure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Etude de dangers NH3

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13-14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, NH3</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 13 Pour les installations existantes, l'exploitant doit établir une étude des dangers au sens de l'article 3 du décret du 21 septembre 1977 susvisé, dans un délai maximum de trois ans.</p> <p>Article 14 Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments des dossiers de demande d'autorisation, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Doc demandé suite à l'inspection du 14/06/2022 : l'étude de dangers liée à l'ammoniac mise à jour suite à l'installation d'une nouvelle TAR en salle des machines n°1.</p> <p>Le 15/10/2025, l'exploitant a fourni l'extrait du porter à connaissance de 2016 (partie risques liés production froid).</p> <p>L'étude de dangers demandée doit être conforme au guide 2015 Ineris pour la rédaction des études de dangers des installations de réfrigération à l'ammoniac.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'étude de dangers liée à l'ammoniac mise à jour suite à l'installation d'une nouvelle TAR en salle des machines n°1 doit être fournie. Elle doit être conforme au guide 2015 Ineris pour la rédaction des études de dangers des installations de réfrigération à l'ammoniac.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 7 : Suivi de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan annuel
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ;</li> <li>- les actions correctives prises ou envisagées ;</li> <li>- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.</li> </ul> <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constats précédents du 14/06/2022 : Sauf erreur de notre part, les bilans de l'année N-1 ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p> <p>Constats du 30/09/2025 : Le bilan commercial TAR du traiteur d'eau a été fourni. Il précise les poids de produits de traitement livrés en 2024 et 2023. Le bilan technique du traiteur d'eau a également été fourni. Il précise la consommation d'eau, le Rc, le dosage moyen GN8271 et AS150DX (T3) et la teneur en chlore libre pour chaque TAR an 2023 et 2024. Ces bilans ne précisent pas : les résultats des analyses de suivi de la concentration en Legionella pneumophila, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel, ainsi que les consommations d'eau. Pour mémoire, ces bilans doivent être accompagnés de commentaires sur :  <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en Legionella pneumophila, consécutifs ou non consécutifs ;</li> <li>- les actions correctives prises ou envisagées ;</li> <li>- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.</li> </ul> Le bilan de l'année N-1 doit être établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Les bilans de l'année N-1 ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 8 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/09/2019, article 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) la puissance thermique maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW.
<b>Constats :</b>  Le descriptif des installations Frigorifiques et des Tours Aéro Réfrigérantes, version de juillet 2025, a été fourni. La puissance thermique évacuée est de 1561 kW : - TAR 1 (667 kW) - fonctionnement en continu - TAR 2 (591 kW) - fonctionnement en continu - TAR 3 (303 kW) - fonctionnement en continu Ces installations sont arrêtées une fois par an, l'hiver pour maintenance. La puissance mentionnée dans l'AP du 30/01/2006 est de 1309 kW. Le dossier de porter à connaissance du 27 janvier 2016 évoque une puissance thermique évacuée de 1781 kW au terme du projet.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les modifications sont à porter à la connaissance de M. le préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 9 : Formation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse des risques légionelles mise à jour en juillet 2025 fournie précise les intervenants, leurs fonctions et responsabilités.</p> <p>Le responsable maintenance a suivi une formation le 06/10/2021 en lien avec la maîtrise du risque légionelles.</p> <p>La responsable qualité a suivi une formation le 12/10/2021 en lien avec la maîtrise du risque légionelles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Formation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi de l'installation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur : []</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend : [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le responsable maintenance a suivi une formation le 06/10/2021 en lien avec la maîtrise du risque légionelles.</p> <p>La responsable qualité a suivi une formation le 12/10/2021 en lien avec la maîtrise du risque légionelles.</p> <p>Le plan de formation des intervenants sur l'installation précise comment sont formés les techniciens de maintenance et les assistantes qualité (compétences acquises, type de formation, date de la formation). Les formations évoquées ont été réalisées par des organismes de formation.</p> <p>Deux attestations de formation concernant le traiteur d'eau ont été fournies mais aucune ne concerne la personne qui intervient sur l'installation. D'après l'exploitant, il s'agit de mettre à jour dans l'AMR le nom de la personne qui intervient comme traiteur d'eau. Son attestation de formation a été fournie.</p> <p>L'attestation du formateur du dernier organisme de formation mandaté pour former l'ensemble du personnel du site concerné par le sujet a été fournie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'analyse de maîtrise des risques modifiée est à fournir.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 11 : Formation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une formation spécifique portant sur la modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés.
<b>Constats :</b>  Les prélèvements sont faits par le responsable maintenance et par deux techniciens qui ont des formations de frigoristes. Les attestations de formation aux prélèvements pour analyses légionelles des deux techniciens de maintenance de BWT du 06/10/2021 et du 07/10/2021 ont été fournies.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'attestation de formation aux prélèvements pour analyses légionelles du responsable maintenance est à fournir.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 12 : Analyse méthodique des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-1.a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Révision
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]           En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

**Constats :**

L'analyse des risques a été mise à jour en juillet 2025.

La mise à jour concerne surtout de la mise en page (difficultés de lecture), des noms de personnes et d'organismes.

L'AMR ne présente pas de schéma des installations (appoint d'eau, injection biocides, bras mort, points de prélèvements). Le logigramme de fonctionnement est dans le descriptif des installations. Le schéma de principe des installations est à part et identifie les différents points demandés, il a été fourni le jour de la visite.

A chaque facteur de risque doit être associé une action de prévention, maîtrise. Cela n'est pas le cas pour les facteurs de risques hydrauliques (prise d'eau difficile pour analyse sur les tours, fond de bac plat).

S'agissant des prises d'eau difficiles, l'exploitant précise que les prélèvements d'analyse ont été déplacés pour la TAR 1 (des panoplies ont été faites) et que cela est également valable pour la TAR 3 qui est la plus récente.

S'agissant des fonds de bac plat, l'exploitant précise qu'il reste toujours un fond d'eau. Mais cela est raclé et aspiré au moment de la vidange pour maîtriser le risque.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

A chaque facteur de risque doit être associé une action de prévention, maîtrise.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 13 : Procédures**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-1.c)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Procédure d'arrêt immédiat

**Prescription contrôlée :**

Les procédures spécifiques sont définies par l'exploitant : procédure d'arrêt immédiat de la dispersion des tours

**Constats :**

L'exploitant a fourni la procédure concernant les actions à mener en cas de dépassement légionelle. La procédure d'arrêt immédiat de la dispersion des tours, qui constitue une action à mener en cas de dépassement, a été fournie le 16/10/2025.

Concernant la mise en œuvre de cette procédure en cas d'absence du « référent légio ». L'exploitant explique qu'il y a toujours un technicien maintenance de permanence qui est formé en ammoniac et qui intervient dans les 20 min. Il y a une astreinte jour et une astreinte nuit/week-



end.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 14 : Traitement préventif**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-2.a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Efficacité du traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Afin de lutter efficacement contre le biofilm sur toutes les surfaces en contact avec l'eau circulant dans l'installation et de garantir l'efficacité des traitements mis en œuvre, l'exploitant s'assure d'une bonne gestion hydraulique dans l'ensemble de l'installation.
<b>Constats :</b>  Interrogé sur sa gestion hydraulique, l'exploitant précise que le débit de la pompe d'aspersion est constant. Il y a une alerte si la pompe se met en défaut parce que cela monte en pression. L'eau est pompée puis dirigé directement vers l'aspersion. Il y a deux boucles : une courte pour l'aspersion et une longue pour les prélèvements (TAR 1 et 3). Pour la TAR 2, il y a une seule boucle avec un prélèvement manuel dans la réserve d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Traitement préventif**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/12/2013, article Annexe I 3.7-I-2.b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Efficacité du traitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau [...] dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionnelles
<b>Constats :</b>  Le descriptif des installations frigorifiques et des TAR précise les traitements mis en place et les produits utilisés.  Un traitement contre l'entartrage ainsi que la corrosion est réalisé en continu. Il est asservi au compteur d'appoint d'eau pour les 3 tours. Pour les TAR 1 et 3, le dosage de l'antitartre est réalisé en automatique par une sonde de conductivité. La cohérence de la mesure est contrôlée mensuellement par le technicien de maintenance. Pour la TAR 2, la conductivité est mesurée en hebdomadaire par un conductimètre externe afin de contrôler le dosage d'antitartre De plus, la consommation en produit anti-corrosion est relevée afin de contrôler si la consommation est corrélée avec la consommation d'eau d'appoint.

<p>Un traitement de type biocide, qui est préventif contre la Légionella :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour la tour n° 2, l'exploitant a fait le choix de mettre en place un traitement à base de biocide de synthèse en continu NON OXYDANT, qui est asservi au compteur d'appoint d'eau. Ce choix a été fait parce que cette tour est ancienne, et présente un état de surface dégradé (corrosion sur les tubes et les parois). Il précise que cette TAR n'a pas été passivée parce que cela ne se faisait pas à l'époque donc elle est plus corrodée que les autres même si elle n'est que de 2013.</li> <li>- Pour les tours n°1 et 3, l'exploitant a fait le choix de mettre en place un traitement à base de biocide de synthèse OXYDANT, qui est asservi à un conductimètre une sonde redox (mesure en temps réel du résiduel d'oxydant) pour la TAR 3 et une sonde chlore (mesure du chlore libre) pour la TAR 1. Il précise que ces deux tours sont récentes et sont équipées d'un revêtement Baltibond au niveau du bac.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 16 : Traitement préventif**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/12/2013, article Annexe I 3.7-I-2.b)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Limiter l'impact environnemental</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant les TAR 1 et 3, l'exploitant précise que l'installation des sondes a permis de fiabiliser l'utilisation des produits et de fait de la diminuer. Pas de possibilité de mettre des sondes sur la TAR 2 parce que pas de dosage du chlore possible comme c'est un autre produit qui est utilisé.</p> <p>Les produits de décompositions des biocides sont fournis par le traiteur d'eau : SPECTRUS NX1164 : C<sub>2</sub>H<sub>4</sub>O<sub>2</sub>, CH<sub>2</sub>O<sub>2</sub>, CO<sub>2</sub>, CH<sub>2</sub>NH<sub>2</sub>HCl Cl<sub>2</sub> (BC16C) : NA<sup>+</sup> et Cl<sup>-</sup> SPECTRUS NX1422 : C<sub>9</sub>H<sub>13</sub>N (amphétamine), C<sub>2</sub>R<sub>4</sub>, NH<sub>4</sub>OH (ammoniac). Il est précisé qu'il s'agit d'un biocide dangereux pour l'environnement.</p> <p>Il y a une analyse annuelle de la purge pour chaque salle des machines (SDM). Il s'agit d'un appel d'offre groupe.</p> <p>Le bulletin d'analyse du 27/03/2025 pour la TAR 3 a été fourni, les paramètres analysés sont les suivants : AOX, As, Ni, Pb, Zn, Cu, Fe, MES, DCO, P, pH, chlorures, bromures, trihalométhanes (chloroforme CHCl<sub>3</sub>, bromodichlorométhane CHBrCl<sub>2</sub>, Bromoforme CHBr<sub>3</sub>, Dibromochlorométhane CHBr<sub>2</sub>Cl).</p> <p>L'exploitant précise que les produits les plus impactants pour l'environnement sont utilisés en traitement choc et lors du nettoyage annuel.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

L'exploitant doit justifier que les produits de décomposition sont suivis.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 17 : Traitement préventif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/12/2013, article Annexe I 3.7-I-2.b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Biocides non oxydants
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées au cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.
<b>Constats :</b>  Concernant l'utilisation de biocide non-oxydant dans la TAR 2, le descriptif des installations frigorifiques et des TAR explique que : "Cette tour est ancienne, et présente un état de surface dégradé (corrosion sur les tubes et les parois)."  L'inspection considère que si la tour est ancienne et vieillissante au point qu'il y ait de la corrosion dans le système, alors elle doit être changée et non plus utilisée. Ce n'est pas à des produits chimiques de compenser un mauvais fonctionnement d'un équipement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé l'arrêt immédiat de l'usage du BNO pour le remplacer par un biocide oxydant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 18 : Auto-surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-3.a)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquence
<b>Prescription contrôlée :</b>  26.I.3.a La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum bimestrielle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006) ou autre méthode reconnue par le Ministère.  26.I.3.b Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Après analyse des données de l'outil GIDAF entre septembre 2024 et août 2025, il ressort que la fréquence bimensuelle de surveillance est respectée.</p> <p>La norme NFT90431 est mentionnée sur l'attestation de formation des techniciens. L'exploitant précise que cette formation associe des points très pratiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 19 : Laboratoire**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-3.c)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Accréditation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le laboratoire chargé par l'exploitant des analyses en vue de la recherche des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) répond aux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le laboratoire est accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 (septembre 2005) par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou tout autre organisme d'accréditation équivalent européen, signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ;</li> </ul> <p>Le laboratoire rend ses résultats sous accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport du 15/07/2025 de l'analyse du 01/07/2025 de la société EUROFINS a été fourni.</p> <p>L'accréditation du laboratoire valable jusqu'au 31/07/2028 pour les paramètres Legionella et Legionella pneumophila, Micro-organismes revivifiables 22°C sur les eaux des TAR, eaux douces et de process a été fournie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 20 : Résultats de l'analyse des légionelles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-3.d)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Conservation des échantillons</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant demande au laboratoire chargé de l'analyse que les souches correspondant aux résultats faisant apparaître une concentration en Legionella pneumophila ou en Legionella species supérieures ou égales à 100 000 UFC/L soient conservés pendant trois mois par le laboratoire.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le cahier des charges entre le laboratoire et l'exploitant a été fourni. Ce dernier précise : « Les</p>

souches pathogènes <i>Listeria Monocytogenes</i> , <i>Salmonella</i> spp, <i>Legionella</i> spp sont conservées pendant une durée de 3 mois à compter de la date de lecture. Une altération des caractéristiques des souches pathogènes est possible pendant la durée de conservation. Les souches ayant été typées sont conservées par le laboratoire pendant un an. »
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 21 : Résultats de l'analyse des légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-3.d)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Communication des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant s'assure que le laboratoire l'informerait des résultats provisoires confirmés et définitifs de l'analyse par des moyens rapides (télécopie, courriel) si : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse dépasse le seuil de 1 000 UFC/L ;</li> <li>- le résultat provisoire confirmé ou définitif de l'analyse rend impossible la quantification de <i>Legionella pneumophila</i> en raison de la présence d'une flore interférente.</li> </ul>
<b>Constats :</b>  D'après le cahier des charges fourni, les envois des résultats partiels, des alertes, sont définis dans le document relié au présent cahier des charges S-SA-FO123463 « Modalités de transmission ». Ce document n'a pas été transmis. Pour l'instant, le site ne dispose pas du document formalisé. Un courriel du laboratoire du 12/09/2025 précisant les délais des différentes lectures et expliquant : « Les résultats intermédiaires, après confirmation, seront transmis sans délai par téléphone » a été fourni. Dans l'évènement de juillet 2025, l'exploitant n'a pas été informé des résultats des analyses partielles (lectures partielles). C'est la directrice qualité du groupe qui s'est chargée de contacter le laboratoire durant l'été pour palier ce manque après l'incident.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Les modalités pratiques officielles de réception et transmission des résultats d'analyse sont à fournir.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 22 : Résultats de l'analyse des légionelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-I-3.e)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les résultats d'analyses de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date de prélèvements correspondants.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Analyse des données GIDAF entre septembre 2024 et août 2025.</p> <p>Le délai de transmission des résultats de 30 jours n'est pas respecté pour le prélèvement du 03/06/2025 transmis le 07/07/2025.</p> <p>L'exploitant précise qu'il s'agit d'une question d'organisation interne. Il ajoute qu'une personne est aussi en suppléance en cas de congés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

N° 23 : Résultats  $\geq 100\ 000$  UFC/L

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-II-1)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Résultats <math>\geq 100\ 000</math> UFC/L</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Actions à mener si les résultats provisoires confirmés ou définitifs de l'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à <math>100\ 000</math> UFC/L</p> <p>Dès réception de ces résultats, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées par télécopie et par courriel avec la mention : « Urgent &amp; important, tour aéroréfrigérante, dépassement du seuil de <math>100\ 000</math> unités formant colonies par litre d'eau ».</p> <p>Ce document précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les coordonnées de l'installation ;</li> <li>- la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;</li> <li>- la date du prélèvement ;</li> <li>- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.</li> </ul> <p>En application de la procédure correspondante, il arrête immédiatement la dispersion [...].</p> <p>Si la cause de dérive n'est pas identifiée, l'exploitant procède à la révision complète de l'AMR, dans un délai de quinze jours ;</p> <p>-----</p> <p>A l'issue de la mise en place de ces actions curatives et correctives, l'exploitant en vérifie l'efficacité, en réalisant un nouveau prélèvement pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions est respecté</p> <p>-----</p> <p>Dès réception des résultats de ce nouveau prélèvement, ceux-ci sont communiqués à l'inspection des installations classées. Des prélèvements et analyses en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont ensuite effectués tous les quinze jours pendant trois mois</p> <p>-----</p>

L'AMR, les plans d'entretien et de surveillance sont remis à jour,[...] .

-----  
Un rapport global sur l'incident est transmis à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais et en tout état de cause ne dépassant pas deux mois à compter de la date de l'incident [...].

Un exemplaire de ce rapport est annexé au carnet de suivi, tel que défini au point IV des présentes consignes d'exploitation. Le dépassement est également consigné dans un tableau de suivi des dérives, joint au carnet de suivi

-----  
Dans les six mois suivant l'incident, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, telle que définie au point IV.1 du présent article

### **Constats :**

La procédure a été déroulée à l'occasion du dépassement survenu au niveau de la TAR 1 en juillet 2025.

Un courriel a été envoyé à l'inspection le 15/07/2025 à 19h10 pour l'informer du dépassement sur la tour 1 constaté par le rapport d'analyse daté du 15/07/2025. L'intitulé est « URGENT & IMPORTANT - TOUR AERO-REFRIGERANTE - DEPASSEMENT DU SEUIL DE 100 000 UFC/L ».

Ce courriel précise :

- les coordonnées de l'installation ;
- la concentration en Legionella pneumophila mesurée et le type de résultat (provisoire confirmé ou définitif) ;
- la date du prélèvement ;
- les actions curatives et correctives mises en œuvre ou prévues et leurs dates de réalisation.

Par courrier à la DDPP du 21/07/2025, l'exploitant précise que : « Dès réception du bulletin d'analyse, la tour aéroréfrigérante a aussitôt été arrêtée, afin de mettre en place le protocole de nettoyage de niveau 2 (15/07/2025 à 18h), correspondant à une quantification de Legionella pneumophila supérieure à 100 000 UFC/L. Ce nettoyage intègre un trempage de 2h avec un produit de traitement d'eau à base de soude, puis un nettoyage mécanique des pales gouttelettes et surfaces d'échange avant une vaporisation de produit chloré sur les pales gouttelettes, avant la remise en eau claire puis redémarrage de la pompe pour atteindre la valeur cible de chlore (biocide oxydant) en concentration doublée pendant 4 jours par rapport au traitement habituel. Ainsi, la tour aéroréfrigérante a été remise en service dans ces conditions le 15 juillet 2025 à 22h.

Le taux de chlore est dosé quotidiennement de manière indépendante à la sonde en continue pendant ces 4 jours, par le service maintenance. »

La cause de la dérive a été identifiée : extrait de la fiche BARPI de septembre 2025 : « Ce dépassement résulte d'une série de dysfonctionnements sur le système d'injection et de contrôle du traitement de cette TAR, dont l'origine possible serait liée au nettoyage annuel réalisé en mai

2025. »

Un premier prélèvement réalisé après le nettoyage de niveau 2 a été réalisé le 22/07/2025, afin de respecter les délais réglementaires. Toutefois, l'échantillon concerné a subi une anomalie de transport liée au laboratoire ne permettant pas d'obtenir l'accréditation sur ce résultat. De ce fait, un nouveau prélèvement a été réalisé le 29/07/2025. Les résultats d'analyses du 12/08/2025 sont conformes. Pour mémoire, un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à la mise en œuvre de ces actions curatives/correctives (du 15/07/2025) est à respecter. Les dates des autres prélèvements pour analyses sont les suivantes : 05/08/2025, 19/08/2025, 02/09/2025. Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont à effectuer tous les quinze jours pendant trois mois.

La fiche BARPI a été transmise le 17/09/2025.

Elle mentionne les actions d'amélioration suivantes :

- Rédaction d'une fiche pour le protocole d'étalonnage de la sonde chlore,
- Actualisation de la fiche d'entretien des tours aérorefrigérantes, avec information des différents techniciens réalisant cette tâche (regarder le plan d'entretien)
- Augmentation de la fréquence de contrôle : suivi chlore 2 fois par semaine avec enregistrement (regarder le plan de surveillance)
- Révision du cahier des charges du laboratoire prestataire concernant la transmission intermédiaire des résultats (regarder le contrat demandé).

La fiche de vérification du bon fonctionnement de la sonde chlore a été fournie.

Le carnet de suivi GMAO TAR 1 a été fourni.

La fiche d'entretien GMAO fournie précise un suivi du chlore 2 fois par semaine.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 24 :** Résultats entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-II-2)

**Thème(s) :** Risques chroniques, Résultats entre 1 000 UFC/L et 100 000 UFC/L

**Prescription contrôlée :**

Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme NF T90-431 (avril 2006) mettent en évidence une concentration mesurée en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L

Cas de dépassement ponctuel :

En application de la procédure correspondante, l'exploitant met en œuvre des actions curatives



permettant un abattement rapide de la concentration en *Legionella pneumophila* dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté

-----  
Cas de dépassements multiples consécutifs :

Au bout de deux analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant procède à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive et à la mise en place d'actions correctives complémentaires pour gérer le facteur de risque identifié.

Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.

Au bout de trois analyses consécutives mettant en évidence une concentration en *Legionella pneumophila* supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées, par télécopie et par courriel, précisant la date des dérives et les concentrations en *Legionella pneumophila* correspondantes, les causes de dérives identifiées et les actions curatives et correctives précédemment mises en œuvre. Il procède à nouveau à des actions curatives, à la recherche de la ou des causes de dérive, met en place des actions correctives et procède à la révision de l'AMR existante en prenant en compte le facteur de risque à l'origine de cette dérive.

La mise en place d'actions curatives et correctives et la vérification de leur efficacité sont renouvelées tant que la concentration mesurée en *Legionella pneumophila* est supérieure ou égale à 1 000 UFC/L.

Des prélèvements et analyses en *Legionella pneumophila* selon la norme NF T90-431 (avril 2006) sont effectués tous les quinze jours jusqu'à obtenir trois mesures consécutives présentant une concentration en *Legionella pneumophila* inférieure à 1 000 UFC/L.

#### **Constats :**

La procédure « actions en cas de dépassement légionelles » a été fournie. Les actions curatives ne sont pas précisées. L'exploitant explique qu'il s'agit de la procédure niveau 1 pour le nettoyage primaire qui est détaillée dans la partie traitement d'eau du descriptif des installations. Cela est à préciser dans l'AMR.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'AMR est à préciser.

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 25 : Présence de flore interférente**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 3.7-II-3)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Présence de flore interférente
<b>Prescription contrôlée :</b>  Actions à mener si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente  a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en Legionella pneumophila selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en Legionella pneumophila inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit. b) Si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives. c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.
<b>Constats :</b>  La procédure « actions en cas de dépassement légionelles » a été fournie. Les actions correctives ne sont pas précisées si le dénombrement des Legionella pneumophila selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'AMR est à préciser.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 26 : Obligation de port d'EPI**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inspection TAR (E) – Contrôles sur le terrain
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment.
<b>Constats :</b>  Les panneaux signalant l'obligation de port des EPI ont été visualisés aux abords des TAR 1 et 3 en

haut des échelles sécurisées, visibles depuis le bas.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 27 : Fourniture FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 31
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Fiches de données de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1. Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II:</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008</p> <p>5. La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché.</p> <p>6. La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes [...]</p> <p>8. Une fiche de données de sécurité est fournie gratuitement sur support papier ou sous forme électronique au plus tard à la date à laquelle la substance ou le mélange est fourni pour la première fois.</p> <p>9. La fiche de données de sécurité est mise à jour sans tarder par les fournisseurs dans les circonstances suivantes : [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les FDS des produits suivants ont été fournies :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aqualead AS150DX,</li> <li>- aqualead BC16C,</li> <li>- gengard GN8271,</li> <li>- spectrus NX1164,</li> <li>- spectrus NX1422.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 28 : Emplacement et marquage du point de prélèvement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.3.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Contrôles sur le terrain
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p>

Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.
<b>Constats :</b>  Les emplacements des points de prélèvements sont matérialisés sur le site. Ils ont été visualisés pour la TAR 1 et la TAR 3.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 29 : Entretien des appareils et réserves en produits de traitement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.2.b
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inspection TAR (DC) – Contrôles sur le terrain
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.
<b>Constats :</b>  Les appareils de traitement et de mesure des TAR 1 et 3 ont été visualisés en fonctionnement sur le site. Les appareils de traitement et de mesure de la TAR 2 n'ont pas été visualisés. Les réserves de produits n'ont pas été contrôlées. Pour mémoire, l'exploitant doit disposer de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 30 : Rejets des eaux résiduaires industrielles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les eaux résiduaires industrielles sont rejetées après prétraitement sur le site dans le réseau d'assainissement collectif de la ville de LIFFRE. L'exploitant est pourvu d'un accord de rejet et d'une convention de rejet en cours de validité et conforme à l'article L1330-10 du code de la santé publique. Cette autorisation et cette convention doivent être à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Sans préjudice des dispositions de cette convention, les eaux déversées dans le dit réseau doivent répondre aux caractéristiques suivantes cf AP.
<b>Constats :</b>  Courrier DDPP du 05/12/2024 suite contrôle inopiné 2024 : « De plus, lors du contrôle documentaire des données d'autosurveillance sur GIDAF pour la période de décembre 2023 à octobre 2024, il a été constaté :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le dépassement ponctuel de la concentration de plusieurs paramètres de rejet, dont DCO, SEH, Phosphore, NGL, DBO5 et MES ;</li> <li>- et le dépassement récurrent et quasi-systématique du volume quotidien autorisé en sortie de station d'épuration, avec un maximum de 181 m³/j (au lieu de 104), et la présence du commentaire suivant en mesure corrective (octobre 2024) : « Panne débit-mètre sortie / Remplacement débit-mètre prévu semaine 46/47 dû au délai de commande ». »</li> </ul> <p>Tableau des actions correctives de l'exploitant fourni le 23/12/2024 avec justificatifs.          Courriel DDPP du 14/01/2025 constatant ces actions.          Suivi de la qualité des eaux résiduaires industrielles sur GIDAF entre septembre 2024 et août 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dépassements récurrents en volume entre janvier et mars 2025 (entre 58 et 71 % de dépassements) : mauvais réglage, mauvais lissage, ... Mai = vidange de la cuve de sprinklage : anomalie sur un des compteurs de sortie qui a été changé. En plus, il y a eu des lissages sur la station avec le bassin tampon. (37 % de dépassements)</li> <li>- dépassements DCO : 2/4 en septembre 2024, 1/5 en oct 2024, 2/5 janv 2025, 3/4 en fév 2025, 1/4 en mars, 4/5 en avril (sans justification...), 1/4 en juin 2025, 3/5 en juillet 2025. (33 % de dépassements)</li> <li>- dépassements MES : sept 2024 (1700 au lieu de 903), nov 2024 (100 au lieu de 903), dec 2024 (1000 au lieu de 903), janv 2025 (2000 au lieu de 903), fév 2025 (1400 au lieu de 903), mars 2025 (1100 au lieu de 903), avril 2025 (1700 au lieu de 903), juin 2025 (980 au lieu de 903), 1/2 juillet 2025 (mais 2 fois la VLE), août 2025 (un peu) (79 % de dépassements)</li> <li>- dépassements P total et NGL : janvier 2025 (36,5 au lieu de 32 et 1600 au lieu de 201), mars 2025 (34,6 au lieu de 32), avril 2025 (222 au lieu de 201), (18 % de dépassements)</li> <li>- dépassement matière grasse : février 2025 (300 au lieu de 201), juin 2025 (850 au lieu de 201). (23 % de dépassements).</li> </ul> <p>En lien avec ces dépassements et au regard des échanges récents avec la collectivité, l'exploitant précise qu'il est en train de faire réaliser et recevoir des devis en vue de la modernisation d'une partie de la STEP. Il précise que la collectivité voudrait que les flux soient diminués.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les rejets aqueux doivent être conformes.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 12 mois</p>

**N° 31 : Qualité des rejets des eaux pluviales**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2006, article 4.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets des eaux pluviales</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales sont rejetées dans le milieu naturel sous réserve de respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pH compris entre 5,5 et 8,5</li> <li>- hydrocarbures totaux &lt; 10 mg/l</li> <li>- DCO &lt; 125 mg/l</li> <li>- MES &lt; 35 mg/l</li> </ul>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Suivi de la qualité des eaux pluviales sur GIDAF entre septembre 2024 et août 2025 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dépassements pH : août 2024 (10,5), oct 2024 (8,8), juillet 2025 (9,3) (OK janvier et juin 2025)</li> <li>- dépassements MES : août 2024 (42 au lieu de 35)</li> </ul> <p>L'exploitant précise que des travaux ont été réalisés au niveau de la station de lavage et de désinfection de camions. C'était une dalle surélevée avec des défauts de pente. Donc un caniveau tout autour a été fait pour que tout parte en eaux usées. Ce dernier a été visualisé lors de la visite. Il y a également eu de l'information/sensibilisation en interne pour les chauffeurs de camions. Pour autant une des valeurs de l'été 2025 reste trop élevée en pH.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>